

SOMMET FRANCOPHONE

Le jour de l'ouverture, quelques pays seulement, dont le Canada, auraient droit de parole

JEAN-PAUL BURY

PARIS (PC) — Rien n'est encore fixé quant à l'ordonnance de la séance inaugurale du sommet francophone a déclaré l'ambassadeur de France, M. Jacques Leprette, interrogé hier à Paris par La Presse Canadienne.

Le diplomate français, qui dirige depuis trois mois les séances de travail préparatoires au sommet des 17, 18 et 19 février, estime cependant qu'une entente pourrait être trouvée dès la semaine prochaine.

Vendredi matin se tenait d'ailleurs la quinzième réunion des sherpas — les représentants personnels d'une douzaine de chefs d'États ou de gouvernements — à laquelle participaient l'ambassadeur du Canada, M. Lucien Bouchard, et le délégué général du Québec, M. Claude Roquet. Il est prévu en tout cas, a indiqué M. Leprette, que la séance inaugurale qui se tiendra en présence d'un large public et qui sera télévisée, n'excèdera pas une heure et demie.

Compte tenu du discours d'ouverture prononcé par le président François Mitterrand, dont l'Élysée n'a pas encore pu indiquer la longueur, il est impossible que tous les chefs d'États ou de gou-

vernement présents — trente-neuf prévus — puissent s'exprimer, a précisé le diplomate français.

Ce qui se confirme, tant du côté français que canadien à Paris, c'est que les deux pays sont favorables à un nombre limité d'interventions après le discours d'ouverture du président Mitterrand; trois ou quatre qui pourraient notamment être accordées au Sénégal et à la Tunisie, les deux pays promoteurs du projet de conférence francophone, voilà près de vingt ans, et au Canada pour son rôle de plus en plus actif au sein de la communauté francophone. Les récentes tournées africaines, début janvier, du ministre canadien des Relations extérieures, Mme Monique Vézina, et de l'ambassadeur Bouchard, en sont les témoignages, estime-t-on à Paris.

Il faut trouver un consensus, et une entente qui puisse préserver l'esprit d'amitié qui entoure le sommet ajoute l'ambassadeur français. Paris qui tient trop à la réussite du sommet, surtout à l'approche des élections générales françaises du 16 mars prochain devrait dit-on tout faire, dans l'organisation pratique de la séance inaugurale pour éviter que n'éclate un nouveau conflit entre Ottawa et Québec.